



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 17– 20 avril 2022

En bref

Le projet de réforme constitutionnelle du secteur électrique a été rejeté dimanche. La **réforme n'a** obtenu que 275 voix en faveur et 223 contre, soit seulement deux tiers des voix nécessaires. Le président a pris acte de la **situation et considère désormais qu'il** appartiendra à la prochaine administration de se saisir du sujet. En parallèle, il a soumis au vote une proposition de réforme visant à nationaliser le lithium, qui a depuis été acceptée. Celle-ci vise à garantir que cet élément chimique bénéficiera au développement national. Il envisage **notamment la création d'une société d'Etat** qui serait chargée de gérer sa commercialisation.

LE CHIFFRE À RETENIR

+3,2%

Le déficit public anticipé pour le Mexique en 2022.

Zoom sur les dernières prévisions économiques du FMI

Le FMI actualise ses projections de croissance du World Economic Outlook (WEO). Selon les nouvelles estimations, le Panama devrait être le pays d'Amérique centrale enregistrant la plus forte croissance pour 2022, avec +7,5% (contre +5% pour le WEO d'octobre 2021). Le Nicaragua voit sa prévision de croissance pour 2022 également relevée, à +3,8% contre +3,5%. Les autres pays voient leurs prévisions de croissance baisser : +4% pour le Guatemala (contre +4,5% en octobre 2021), +3,8% pour le Honduras (contre +4,3%), +3,3% pour le Costa Rica (+3,5% de prévision en octobre 2021) et +3% pour El Salvador (contre +3,5%). Cette baisse globale des estimations du FMI s'explique par un environnement macroéconomique volatil marqué par la guerre en Ukraine et la forte inflation. La croissance moyenne de l'Amérique centrale atteindrait 4,8% contre 2,5% de moyenne pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 20 avril, le Mexique enregistrait 324 004 décès en raison de **l'épidémie de COVID-19**, soit + 0,05% en une semaine. 5 730 560 cas confirmés ont été enregistrés (+0,10% en une semaine).

2 FINANCES PUBLIQUES

Les services **de l'administration fiscale (SAT)** ont **indiqué qu'en trois ans**, 541,7 Mds MXN (24,6 Mds EUR) avait été collectés, soit 86% de ce qui avait été collecté au cours des 6 années de **l'administration précédente**. Sur l'ensemble du précédent mandat de six ans, 630,8 Mds MXN (28,6 Mds EUR) d'impôts ont été collectés auprès des gros contribuables. Ces chiffres ont été annoncés à l'occasion de la présentation du plan directeur 2022 pour les grands contribuables. L'objectif de ce plan est d'accroître le recouvrement des impôts auprès des grands contribuables en améliorant le processus de contrôle, dans un cadre de légalité, de sécurité juridique et d'ouverture au dialogue avec les contribuables. Le SAT considère comme un grand contribuable une entreprise ou un particulier qui déclare des revenus supérieurs à 1,5 Mds MXN (68 M EUR) par an. Ce registre comprend actuellement 11 028 entreprises.

Le FMI estime que le Mexique enregistrera un déficit public équivalent à 3,2% du PIB cette année, un chiffre légèrement inférieur aux 3,5% du PIB prévu en octobre dernier. Le déficit du Mexique serait ainsi inférieur à celui du reste des pays émergents, qui auront en moyenne un

déficit fiscal de 5,7% du PIB. Il devrait par la suite progressivement diminuer à 2,9% du PIB en 2024, ce qui achèvera une trajectoire descendante par rapport au pic atteint en 2020 en raison de la pandémie, où il s'était établi à 4,4% du PIB. Les experts du FMI ont également prévu que la dette publique du gouvernement mexicain serait équivalente à 58,4% du PIB en 2022, un niveau supérieur aux 57,6% du PIB enregistrés en 2021.

3 ECONOMIE

L'activité économique au Mexique a affiché une hausse au cours du mois de mars 2022. Il s'agit de son 5^{ème} mois de hausse consécutive et sa meilleure variation en 3 mois, selon l'INEGI. L'indicateur opportun d'activité économique affiche notamment une hausse de 0,83% g.m. en mars, faisant suite à une hausse de 0,22% en février, de 0,40% en janvier et de 0,85% en décembre. Notamment, les activités secondaires ont enregistré une hausse de 1% g.m., tandis que les activités tertiaires sont en augmentation de 0,7% g.m.

Le FMI a réduit son estimation de croissance économique pour le Mexique à 2,0% pour 2022, soit 0,8 point de pourcentage de moins que prévu en janvier, selon les dernières estimations des *Perspectives de l'économie mondiale (PEM)* d'avril. Pour 2023, le FMI prévoit un rebond de 2,5%, soit 0,2 point de moins que son estimation précédente. Après la Russie, l'ajustement des projections pour le Mexique a été le plus important par rapport aux estimations du PEM d'octobre. En effet, dans le contexte international de hausse de l'inflation, au Mexique, l'indicateur devrait atteindre 6,8 % en 2022 et donc affecter particulièrement la consommation intérieure, avant de baisser à 3,9% en 2023. Par ailleurs, le pays est

particulièrement impacté par les goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et le ralentissement de l'économie américaine, son principal partenaire économique.

Le Mexique s'est classé au premier rang des destinations choisies par les voyageurs Américains pour leurs vacances en 2021 selon le ministère du Tourisme. Le nombre de citoyens Américains ayant voyagé vers une destination mexicaine a par ailleurs doublé. Selon le ministère américain du commerce, 58,6% des touristes quittant les Etats-Unis se sont rendus au Mexique. Ce chiffre contraste avec les 4,3% d'Américains qui se sont rendus au Canada, autre pays habituellement très visité par les Américains, mais dont l'entrée a été restreinte en raison de la pandémie. Au cours de l'année précédente, 10,7 M de voyages ont été effectués des États-Unis vers le Mexique, il ne manque donc que 0,3% pour récupérer les niveaux pré-pandémiques.

Selon le Conseil Coordinateur des Entreprises (CCE), les inspections ordonnées aux postes-frontières avec le Texas depuis la semaine dernière, coûteraient à l'économie des deux pays 8 M USD par jour, en raison de la livraison tardive des marchandises, de la perte des denrées périssables, et des produits endommagés ou perdus. En effet, la semaine dernière Greg Abbott, gouverneur du Texas, a imposé un plan d'inspection méticuleux des camions de marchandises en provenance du Mexique, qui a conduit à des files de camions de plusieurs kilomètres de long à l'extrémité mexicaine de la frontière, avec des temps d'attente pour le passage dépassant parfois 20 heures. Après une semaine de chaos, les gouverneurs de Coahuila, Chihuahua, Nuevo León et Tamaulipas ont chacun signé des protocoles d'accords séparés avec leur homologue texan s'engageant à

renforcer la sécurité à la frontière afin de réduire les passages de migrants au Texas.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

La Commission nationale des banques et des valeurs mobilières (CNBV) a donné son feu vert à trois Fintech pour rejoindre la liste des institutions pouvant opérer de manière réglementée au Mexique. Notamment, Todito Pago, un établissement de fonds de paiement électronique, a obtenu l'autorisation d'opérer en vertu de la loi Fintech après avoir adressé certaines observations et recommandations demandées. Deux Fintechs de crowdfunding ont également obtenu le feu vert : Angeles en Ark et Top Kapital Desarrollos Inmobiliarios del Centro. Le marché des Fintech est actuellement en pleine croissance au Mexique.

L'initiative de réforme de la loi minière proposée par le président AMLO a été approuvée en procédure accélérée par la Chambre des députés cette semaine, et avec elle, la nationalisation du secteur du lithium, permettant ainsi de sauvegarder l'une des principales propositions contenues dans la réforme abandonnée du secteur électrique. Des inquiétudes concernant des expropriations **d'entreprises commencent** à émerger puisqu'aucune concession, aucun permis, aucun contrat ne seront accordés pour l'exploitation de ce minéral, selon ce qu'indique la loi. Notamment, l'entreprise chinoise *Bacanora Lithium*, qui détient une concession dans l'Etat du Sonora lui permettant d'extraire 35 000 tonnes de carbonate de lithium par an, serait une des principales concernées.

Un juge fédéral a suspendu temporairement la **construction d'un tronçon du Train Maya, dans le sud-est du Mexique**. Cette suspension a été justifiée par l'absence d'études d'impact environnemental pour ce tronçon. Elle concerne

une section du train située entre les stations balnéaires de Playa del Carmen et Tulum, très fréquentées par les touristes internationaux. Notamment, le tracé de cette section a soulevé des protestations de la part de groupes défenseurs de l'environnement dans la mesure où le train passerait au-dessus de rivières souterraines et cenotes, et pourrait détruire la biodiversité importante qui y est associée. La suspension est temporaire, dans l'attente d'une résolution définitive concernant le recours déposé.

Citygroup a entamé le processus de vente de ses divisions de services bancaires aux consommateurs, aux petites entreprises et aux **marchés intermédiaires au Mexique, bien qu'une offre publique initiale (IPO) pour Banamex reste sur la table.** L'unité Citibanamex « attire beaucoup l'attention », et la société a commencé à recevoir l'intérêt d'acheteurs pour des négociations préliminaires de vente, a déclaré la directrice générale Jane Fraser. Aucun accord n'est toutefois imminent, car Citigroup doit encore séparer les activités institutionnelles qu'il espère conserver. Cette transaction compliquée devrait prendre du temps. Pour rappel, Citigroup a annoncé en janvier qu'il chercherait à céder ses activités de banque de détail au Mexique, où la banque possède son plus grand réseau d'agences au monde. Cette décision s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par Jane Fraser pour rationaliser les opérations et concentrer la société new-yorkaise sur la gestion de patrimoine et les offres de cartes de crédit aux États-Unis.

Taux de change USD/MXN	-2,95%	+1,08%	20,00
Taux de change EUR/MXN	+0,78%	-8,62%	21,71
Prix du baril mexicain	-0,22%	+65,24%	100,92

Amérique centrale

1. Région

Visite du Secrétaire d'Etat Américain Antony Blinken au Panama, pour un sommet régional sur l'immigration. Cet événement réunira les représentants de vingt pays latino-américains et marque le début des discussions pour la formalisation d'un accord régional sur la migration qui sera débattu lors du Sommet des Amériques en juin. Cet accord sera primordial pour les États-Unis alors qu'arrive à échéance un décret qui permettait aux autorités américaines l'expulsion de migrants y compris les demandeurs d'asiles pour des raisons sanitaires. L'institut de migration mexicain a précisé qu'au 13 avril, 115 379 migrants avaient été interceptés au Mexique dont 65% viennent du CA-4 et de Cuba.

2. Costa Rica

La réforme de l'Etat, un défi pour le nouveau Président et une nécessité pour l'assainissement des finances publiques. Alors que le nouveau Gouvernement prend ses fonctions, les économistes recommandent au nouveau Président d'engager une réforme de l'Etat afin de résoudre le problème de la dette publique.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 20/04/2022
Bourse (IPC)	-0,14%	+10,16%	53 831,04 points

Supprimer ou fusionner des institutions, éliminer les doublons au sein de l'appareil d'Etat ainsi que réformer la loi sur l'emploi public afin de diminuer les dépenses en salaires, sont autant de mesures permettant un assainissement des finances de l'Etat. Le Costa Rica est notamment l'un des pays de l'OCDE qui dépense le plus en termes de rémunérations des fonctionnaires, ce qui explique en grande partie les 70% de dette publique.

Le Costa Rica concentre la moitié de ses richesses dans la zone métropolitaine. San José, Alajuela, Heredia et Cartago, villes de la grande aire métropolitaine, concentrent 44,6% de l'ensemble de la production nationale. Ce dynamisme central s'explique notamment par la présence de nombreuses zones franches accueillant notamment des entreprises de manufacture. En dehors de l'aire métropolitaine, se concentrent les activités économiques plus traditionnelles, que sont le tourisme et le commerce, activités qui toujours, connaissent une lente récupération, ce qui fracture davantage le pays. Actuellement est en cours de discussion à l'Assemblée Nationale, d'un projet de loi revitalisant les zones franches qui se situent en dehors de l'aire métropolitaine, afin d'y attirer davantage d'entreprises étrangères et locales.

3. El Salvador

Le risque pays atteint un maximum historique. A 20,11% au 18 avril, le risque EMBI d'El Salvador est le deuxième plus élevé du continent, derrière le cas particulier du Venezuela. En comparaison, l'EMBI du Guatemala est de 2,61%, celui du Honduras atteint 5,96%, 4,03% pour le Costa Rica et 1,87% pour le Panamá. Les prix des obligations souveraines à long terme du pays chutent elles aussi, de 4,7% pour atteindre 40,63 USD pour l'obligation souveraine 2050 et de 5,2% pour atteindre 38,8 USD pour l'obligation souveraine 2041. Pour honorer ses dettes et dans un marché mondial des obligations difficile, El Salvador pourrait recourir à la vente de ses Droits

de tirages (DTS) auprès du FMI pour un montant de 380 MUSD.

4. Guatemala

L'agence de notation S&P révisé à la hausse les perspectives économiques de long terme de stables à positives. L'agence a salué le fort rebond économique du pays en 2021 (+8% g.a.) et la stabilité financière du pays qui lui permettra de croître malgré l'environnement mondial volatil. S&P précise que des mesures plus drastiques doivent cependant être menées pour combattre sur le long terme les défis sociaux du pays. S&P a par ailleurs confirmé les notes souveraines en devise étrangère à BB- pour le long terme et B pour le court terme.

5. Honduras

A la fin du 1^{er} trimestre, les dépôts bancaires du secteur privé atteignent 17 Mds USD soit 56% du PIB 2021. Ce montant, de 3,5% supérieur à celui de fin 2021, est principalement dû à la forte hausse des dépôts des particuliers, croissant de 15% g.a. et comptant pour 62% des dépôts privés. Les entreprises quant à elles comptaient 6,5 Mds HNL de dépôts dans les banques honduriennes (+0,8% g.a). Les secteurs des services (40% des dépôts), du commerce (27%) et de l'industrie (16%) ont été les principaux contributeurs. Seuls 25% des dépôts sont enregistrés en dollars contre près de 31% à la même période en 2019.

Le vice-président Salvador Nasralla propose la légalisation du cannabis à usage médical. Le vice-président estime que cette initiative permettrait la création de 17.000 emplois formels et le développement d'un marché industriel pour la création de produits médicaux. Le vice-président propose un débat au Congrès et avec les parties prenantes de la société civile et du secteur privé. Les députés d'opposition

ont indiqué vouloir se concentrer sur la récupération financière et économique du pays en priorité. En 2021, 114 000 plants de cannabis et 6,7 tonnes de cannabis ont été saisis par la Police nationale.

Le Parlement a abrogé la loi ZEDE relative aux **zones d'emplois et de développement promue par l'ancien Président Hernandez**. Le Parlement a condamné à l'unanimité cette loi "criminelle" portant atteinte à la souveraineté du pays selon la Présidente. Ces ZEDE avaient pour objectif de dynamiser l'attractivité du pays en proposant aux investisseurs étrangers des zones libres d'impôts mais également sans application de plusieurs lois, notamment de sécurité nationale. Les députés ont notamment souligné les pertes économiques pour l'Etat et le manque de contrôle sur le blanchiment d'argent ou de possibles activités illicites engendrées par ces ZEDES. Ces zones pourraient être transformées en zones franches classiques. L'abrogation de la loi entrera en vigueur début 2023.

6. Nicaragua

Lancement de la première zone franche chinoise suite au rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. L'entreprise China Texhong Spinning a annoncé un investissement de 250 MUSD pour la création de la première zone franche chinoise dans le pays dans la municipalité de Mateare. Cet investissement permettra la création de 2.500 **emplois et d'atteindre 3 Mds USD d'exportations** en 2021 selon le responsable nicaraguayen de l'entreprise. Suite à la réélection du Président Ortega, le Nicaragua avait rompu en décembre dernier ses relations avec Taiwan pour reconnaître la République populaire de Chine.

Le Gouvernement Ortega a annoncé la production au Nicaragua du nouveau produit russe anti-Covid *Convacell*. Le vaccin russe Convacell serait fabriqué dans l'institut latino-américain Mechnikov selon des sources russes. Il s'agit de la troisième annonce gouvernementale

concernant la production de vaccins anti-covid, les deux premières ne s'étant jamais réalisées. Ce vaccin Convacell n'a conclu que les phases cliniques 1 et 2 et n'est pas reconnu par l'Organisation mondiale de la santé. Aucune étude portant sur son taux de protection n'est disponible.

7. Panama

Le registre des bénéficiaires finaux enfin lancé **par le Ministère de l'Economie**. Après deux ans d'approbation de la loi relative à l'instauration d'un registre privé pour les bénéficiaires finaux, ledit registre vient d'être lancé par le Ministère de l'Economie et la Superintendance des sujets non financiers. Cet outil de lutte contre le blanchiment d'argent a été créé par l'Autorité Nationale en charge de l'innovation au sein des administrations, en collaboration avec la Commission Nationale contre le Blanchiment de Capitaux. La mise en route de cet outil constitue une avancée majeure pour le Panama dans un contexte de sortie de liste, selon Gustavo Vega, Secrétaire adjoint du GAFILAT.

Les coréens remportent la conception et construction du tunnel de la ligne 3 du Métro. Le consortium HPH Joint-Venture chargé de la construction de la ligne 3 du métro, se chargera également de la conception et construction du tunnel passant sous le canal de Panama. Alors que le consortium américain Tunnel de las Americas avait remporté le contrat relatif au design du tunnel pour un montant de 9,8 M USD, le Métro de Panama a fait savoir que ce consortium ne remplissait pas les conditions demandées par le projet, d'autant plus que des nombreux cas de corruption impliquent les entreprises dudit consortium.

Le Panama, une des économies de la région dont **le risque d'investissement est le plus faible**. Après le Chili et l'Uruguay, le Panama se présente comme l'économie d'Amérique Latine la moins risquée, selon le classement risque pays réalisé par l'institution financière américaine JP Morgan. Selon l'institution, le Panama est un des pays de la région pour lequel il est le moins risqué

d'investir. Par ailleurs, les derniers rapports du FMI et de la Banque Mondiale mettent en exergue le potentiel de croissance de Panama dans les années à venir, soulignant la récupération économique ainsi que la stabilité macroéconomique et sociale.

Caraïbes

1. République Dominicaine

Les exportations cumulées du premier trimestre de 2022 se sont élevées à 1,8 Mds USD, ce qui représente une croissance de 12% par rapport à la même période de 2021. Celles-ci ont notamment été tirées par les exportations du régime de zone franche qui affichent une croissance de 60,8% par rapport à la même **période de l'année dernière**. En effet, de janvier à mars, les zones franches ont contribué à hauteur de 72,6% à la croissance des exportations totales, les articles en plastique étant le secteur avec la plus forte croissance (40,8%), suivis de la fabrication textile (25,9%), des dispositifs médicaux et pharmaceutiques (20,5%) et des bijoux (20,0 %). Les exportations du mois de mars 2022 ont atteint quant à elles la somme de 728 M USD, ce qui équivaut à une croissance de 9,1 % par rapport à mars de l'année dernière.

2. Cuba

A Cuba la crise énergétique se poursuit. La situation énergétique à Cuba reste tendue. Depuis le 16 avril la plus grande unité de production d'électricité (centrale thermoélectrique Antonio Guiteras, située dans la province occidentale de Matanzas) est hors service du fait de pannes. Cette situation, conjuguée avec le retrait du système national d'électricité d'une unité de la centrale Máximo

Gómez (située également à l'ouest de l'île) à la suite d'un incendie survenu fin mars, a conduit à une contraction de l'offre électrique plongeant l'île dans une situation de « stress » énergétique. Ces derniers mois, le système électrique cubain a subi des ruptures de production dans plusieurs de ses centrales thermiques. En parallèle, le parc vieillissant a forcé les autorités à programmer des entretiens afin de pouvoir maintenir la vitalité de ces installations.

La société publique Union Eléctrica (UNE) a exhorté le secteur résidentiel à renforcer l'utilisation rationnelle de l'électricité tout en assurant que « *des travaux étaient en cours afin de récupérer à court terme la disponibilité de la production thermique* ».

Largement dépendant des ressources fossiles avec des besoins estimés à près de 150.000 b/j, Cuba importe entre 70/90.000 b/j, dont 2/3 en provenance du Venezuela, le reste étant importé notamment depuis la Russie et l'Algérie.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 20/04/2022</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	847 784 <i>Décès : 8 383</i>	78,91% <i>(18/04)</i>
Cuba	1 100 609 <i>Décès : 8 522</i>	87,79% <i>(18/04)</i>
Guatemala	839 416 <i>Décès : 17 457</i>	44,09% <i>(15/04)</i>
Haïti	30 615 <i>Décès : 835</i>	1,52% <i>(15/04)</i>
Honduras	422 275 <i>Décès : 10 892</i>	52,04% <i>(15/04)</i>
Jamaïque	129 347 <i>Décès : 2 936</i>	26,47% <i>(20/04)</i>
Nicaragua	18 491 <i>Décès : 233</i>	83,62% <i>(01/04)</i>
Panama	769 976 <i>Décès : 8 180</i>	78,87% <i>(15/04)</i>
El Salvador	162 089 <i>Décès : 4 126</i>	70,45% <i>(18/04)</i>
République dominicaine	578 789 <i>Décès : 4 375</i>	54,07% <i>(15/09)</i>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>